

Exporter depuis la Chine : deux circuits indépendants

L'Entreprise

- ✓ Licence commerciale
- ✓ Objet social : import-export de marchandises et de technologies
- ✓ Enregistrement du déclarant auprès des douanes

Confère : le droit d'exercer le commerce extérieur

La Marchandise

- ✓ Code SH de l'article
- ✓ Pays de destination
- ✓ Utilisateur final

Confère : l'autorisation de sortie d'un lot précis

Enregistrement des opérateurs du commerce extérieur supprimé

le 30 décembre 2022. Il n'existe pas de document unique « licence d'exportation » pour l'entreprise.

De la licence au droit automatique

Date	Changement
2004	La licence de commerce extérieur est remplacée par un enregistrement auprès du ministère du Commerce (MOFCOM)
2016	L'enregistrement est simplifié et obtenu le jour même du dépôt
1er déc. 2019	Les entreprises des zones de libre-échange sont dispensées d'enregistrement (expérimentation sur 3 ans)
30 déc. 2022	L'article 9 de la loi de la RPC sur le commerce extérieur est abrogé ; l'obligation est levée dans tout le pays
Aujourd'hui	Le droit d'exporter naît avec la création de la personne morale

Décision du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale (APN), en vigueur dès sa publication.

Les démarches après la licence commerciale

Étape 1. Enregistrement du déclarant



Autorité : Administration générale des douanes de Chine (GACC) · Canal : guichet unique du commerce international de Chine · Base : USCC, code de 18 caractères figurant sur la licence commerciale

Sans cela : la déclaration est refusée

Étape 2. Enregistrement pour le remboursement de la TVA à l'export



Autorité : administration fiscale du lieu d'immatriculation

Sans cela : l'export est légal, mais déficitaire

Étape 3. Registres du contrôle des changes



Objet : encaissements transfrontaliers au titre des contrats d'exportation

Sans cela : les recettes restent bloquées à l'entrée

Au port, la marchandise n'attend pas une licence, mais une ligne dans le registre des déclarants.

Un code SH, trois listes

Entrée :

code SH de l'article + pays de destination

- 1 Catalogue des exportations soumises à licence.** Gestion : MOFCOM + GACC. Mise à jour annuelle. Mécanisme : licence, quota ou appel d'offres.
- 2 Biens à double usage.** Décret n° 792 du Conseil des affaires d'État de la RPC, en vigueur depuis le 1er décembre 2024. Liste unique : 10 catégories, remplace une quinzaine de textes. Responsabilité des intermédiaires : amende jusqu'à 500 000 yuans (~70 000 \$).
- 3 Produits militaires.** Règlement de la RPC sur l'exportation de produits militaires, adopté le 22 octobre 1997. Régime et licence distincts.

Zone grise

article hors listes mais aux caractéristiques similaires → une lettre du MOFCOM attestant qu'il ne relève pas du double usage est requise.

Depuis le 1er juillet 2024, en vertu de l'annonce n° 21, une autorisation préalable est exigée pour les catégories aéronautiques et les équipements de protection en polyéthylène de très haut poids moléculaire.

Ce que l'on dépose auprès du MOFCOM

- 1 Contrat** — original du contrat d'exportation ou copie, papier ou électronique
- 2 Technique** — description du produit ou résultats d'essais et d'expertises
- 3 Destination** — à qui et à quelle fin le produit est destiné ; document distinct, pas une clause du contrat
- 4 Contrepartie** — informations sur l'importateur de l'opération
- 5 Personnes** — pièces d'identité du représentant légal demandeur, du dirigeant et du responsable du dossier

Délais

- ✓ Examen : MOFCOM ; pour certains articles, conjointement avec les administrations concernées
- ✓ Sécurité nationale en jeu → accord préalable du Conseil des affaires d'État
- ✓ Traitement effectif : environ un mois

Prévoyez 45 jours dans le calendrier de livraison, et non 30.

Où va le taux de remboursement

Date	Changement
1er avr. 2019	Taux maximal de remboursement abaissé à 13 %
1er déc. 2024	Annonce n° 15-2024 du MOF et de la STA : remboursement supprimé pour 59 articles (produits en cuivre, en aluminium et en leurs alliages, graisses chimiquement modifiées)
1er avr. 2026	Avis du ministère des Finances du 8 janvier 2026 : remboursement ramené à zéro pour les produits photovoltaïques
Jusqu'au 31 déc. 2026	Batteries : taux abaissé de 9 % à 6 %
1er janv. 2027	Remboursement pour les batteries totalement supprimé

Le taux applicable dépend de la date de la déclaration d'exportation en douane, et non de la date du contrat.

Conseil

Demandez le code SH à votre fournisseur et vérifiez-le dans les annexes de l'avis en vigueur. Une hausse de prix « à cause de la TVA » sur un article absent de la liste est un argument de négociation, pas un fait.

CONTACTS

VITA LIBERTA LIMITED

www.vitaliberta.hk

Office room 68, 7/F, Woon Lee Commercial Building, 7 Austin Ave, Tsim Sha Tsui, Kowloon, Hong Kong

+852 6841 6177



legal@vitaliberta.com



Hangzhou office (China):

Room 815, Building 3, Zhonghao Wangjiang International, No. 332 Wangjiang East Road, Shangcheng District, Hangzhou City

Direct line:

+86 130 7361 7169